

MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

DIRECTION DE CABINET

DIRECTION GENERALE DU BUDGET



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
Unité – Dignité – Travail

12 AOUT 2022

RAPPORT D'EXECUTION BUDGETAIRE AU DEUXIEME TRIMESTRE 2022

Dans la recherche de la performance et de transparence, la Direction Générale du Budget publie trimestriellement le rapport d'exécution du budget conformément à l'article 36 du Décret n°19.149 portant organisation et fonctionnement du Ministère des Finances et du Budget.

Ce rapport retrace et analyse les données sur les finances publiques en général, et fait le point sur l'exécution du budget en particulier.

Il est structuré autour des points suivants :

- Contexte d'élaboration de la Loi de Finances 2022 ;
- L'exécution du budget au 1^{er} semestre 2022 ;
- Les perspectives.

I. CONTEXTE D'ELABORATION DE LA LOI DE FINANCES 2022

L'élaboration de la Loi de Finances 2022 était intervenue dans un contexte marqué par l'impact de la pandémie du COVID-19, ajouté aux difficultés sur le plan sécuritaire et leurs conséquences humanitaires, ne facilitant pas la reprise économique en République Centrafricaine (RCA).

i) L'environnement économique en 2021 et les perspectives en 2022

Selon la dernière édition des *Perspectives Economiques Mondiales* (PEM) du FMI du 08 octobre 2021, la reprise économique mondiale se poursuit, malgré une résurgence de la pandémie de COVID-19. L'économie mondiale devrait croître de 5,9% en 2021 et de 4,9% en 2022. Dans le même temps, le taux d'inflation a nettement augmenté aux Etats-Unis et dans certains pays émergents. Bien que les pressions sur les prix devraient s'atténuer dans la plupart des pays en 2022 ; les perspectives d'inflation demeurent toutefois incertaines.

Aux États-Unis, le taux de croissance serait de 6% en 2021 et de 5,2% en 2022. Tandis que dans la zone euro, les prévisions de croissance du PIB pour 2021 et 2022 seront respectivement de l'ordre de 5% et 4,3%.

En Afrique subsaharienne, la croissance devrait se situer à 2,8% en 2021 pour s'établir à 3,3% en 2022 selon les estimations de la Banque Mondiale.

Dans la zone CEMAC, dans un contexte marqué par les bénéfices des réformes structurelles engagées dans le cadre du PREF-CEMAC, la reprise économique amorcée en 2021 devrait se consolider en 2022 et 2024. Ainsi, le taux de croissance de l'activité de la CEMAC se stabiliserait à 2,7% en 2022 et 2023 avant de rebondir à 3,4% en 2024, après 1,9% en 2021, grâce principalement aux performances du secteur non pétrolier. Les déficits budgétaires et extérieurs devraient se résorber progressivement.

ii) Le contexte économique national en 2021 et les perspectives en 2022

En République Centrafricaine, l'effet de la COVID-19 sur la santé a été limité mais les conséquences économiques de la pandémie ont été importantes en raison de la faible demande mondiale des produits d'exportation et de la demande des ménages résultant des mesures prises pour contenir la propagation de la maladie.

En 2020, la croissance économique a diminué au taux de 1%, contre 3% en 2019. Les secteurs les plus touchés sont : le commerce, l'hôtellerie, les mines et l'agriculture. L'inflation est passée de

2,8% en 2019 à 4,8% en 2020, reflétant l'effet combiné de la dégradation de la sécurité sur le corridor allant du port de Douala à Bangui, et la hausse de la demande de denrées alimentaires à la suite de la fermeture du tronçon Garouaboulaï-Bangui. Le solde budgétaire est passé d'un excédent de 1,4% du PIB en 2019 à un déficit de 3,4% du PIB en 2020, en raison d'une baisse des recettes domestiques, due à des perturbations de la production et à la suspension de certaines activités économiques. Le pays a également connu une détérioration de la balance du compte courant, de -4,9% du PIB en 2019 à -8,6% du PIB en 2020. Ce déclin reflète une baisse des exportations due à la déréglementation de la production et de la demande mondiale liée à la pandémie.

Les perspectives devraient être favorables pour l'économie de la République Centrafricaine à condition que les crises sécuritaire et sanitaire s'atténuent et que la demande mondiale commence à se redresser d'ici mi-2021. La croissance du PIB devrait être de 4% en 2022. Le rebond de la croissance proviendrait de l'achèvement des projets énergétiques et de la reprise des activités agricoles et minières. L'inflation se maintiendrait à 2,5% au cours des deux prochaines années, pourcentage situé dans les limites de la norme communautaire de 3%. Les efforts de réforme des finances publiques devraient permettre de réduire le déficit budgétaire à 1% du PIB en 2022. Le déficit du compte courant devrait se stabiliser à 6,7% du PIB en 2021 et 6,2% en 2022. Les principaux risques de ce scénario sont l'insécurité et l'extension de la pandémie de COVID-19.

iii) Les choix stratégiques du budget de l'Etat pour l'exercice 2022

La définition des choix stratégiques en matière de ressources et des dépenses s'inscrit dans la dynamique d'une plus grande efficacité de la politique budgétaire dans le cadre de la mise en œuvre des actions au titre des priorités du Gouvernement pour l'année 2022.

Ces choix stratégiques visent l'optimisation des ressources propres pour une meilleure couverture des charges du budget de l'Etat sans toutefois exclure l'option de recourir aux autres formes de financements extérieurs sous forme d'appuis budgétaires ou emprunts.

Ces choix stratégiques se traduisent par :

a) En matière de mobilisation des ressources

Il s'agit d'intensifier les actions de mobilisation des recettes intérieures par les régies financières au cours de l'exercice 2022. Entre autres actions, il s'agira entre autres du déploiement du système de télépaiement obligatoire des impôts par les grandes entreprises basées à Bangui, de l'utilisation des systèmes de télé déclaration, des actions à l'égard de tous les grands importateurs qui ne sont pas à jour de leurs obligations fiscales, de l'identification des menues recettes et redevances prélevées directement par les ministères afin de les consolider sur le Compte Unique du Trésor.

A ce titre, l'accent sera particulièrement mis sur la lutte contre la fraude et la corruption grâce notamment au renforcement des capacités des régies financières pour qu'elles soient plus efficaces dans le recouvrement de l'impôt et autres taxes à travers un dispositif de suivi-évaluation s'appuyant sur des indicateurs pertinents.

Les prêts devront être contractés à des conditions hautement concessionnelles en veillant au respect des ratios de viabilité et de soutenabilité de la dette.

b) En matière des dépenses

La prudence dans la gestion des dépenses restera de mise et devra être soutenue par une stricte discipline des acteurs de la chaîne des dépenses publiques. Toutefois, une attention particulière devra être portée vers les secteurs prioritaires en vue d'une augmentation des dépenses sociales afin de réduire la pauvreté.

Pour ce qui est des projets financés sur ressources extérieures, leur inscription dans le budget est basée sur les conventions de financement dûment signées et des dossiers techniques, notamment les études de faisabilité.

C'est dans le contexte de ces différentes orientations et choix stratégiques ci-haut énumérés que les grandes masses du projet de budget 2022 ont été arrêtées.

Le tableau suivant présente les grandes masses de la Loi de Finances 2022.

Tableau n°1 : Prévisions de grandes masses de la Loi de Finances 2022 (en milliers de francs CFA)

Libellés	Prévisions Loi de Finances 2022
RESSOURCES TOTALES	298 155 473
Ressources propres	138 000 472
Douanes	64 600 000
Impôts	62 500 472
Trésor	10 900 000
Ressources extérieures	160 155 001
Appuis budgétaires	69 207 000
Appuis projets	90 948 001
<i>Dons projets</i>	83 670 001
<i>Emprunts projets</i>	7 278 000
CHARGES	292 626 535
Dépenses primaires	195 859 844
Dépenses du Personnel	79 057 843
Dépenses de Biens et Services	43 071 899
Dépenses de Transferts et Subventions	48 962 620
Investissement sur ressources propres	24 767 482
Charges financières	5 818 690
Financements extérieurs	90 948 001
Autres Dépenses	
Solde budgétaire	5 528 938

Source : LF 2022

Figure n° 1 : Répartition des Ressources

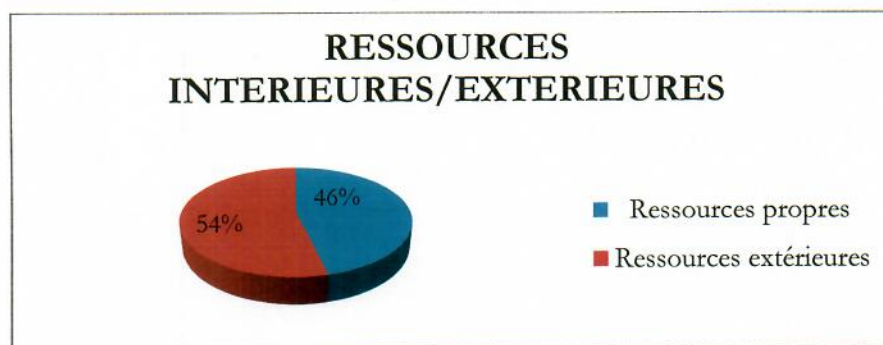
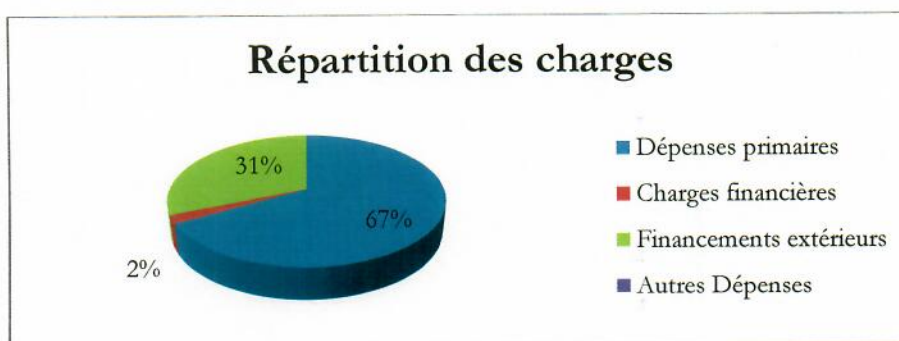


Figure n° 2 : Répartition des Charges



II. EXECUTION DU BUDGET AU DEUXIEME TRIMESTRE 2022

L'exécution du budget de l'Etat au 1^{er} semestre 2022 a été réalisée dans un contexte difficile marqué les conséquences de la crise de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les difficultés d'approvisionnement en produits de grande consommation, et par la pénurie du carburant.

Ainsi, les ressources mobilisées au 30 juin 2022 s'élèvent globalement à 144,71 milliards de francs CFA sur une prévision de 298,15 milliards de francs CFA, soit un taux de mobilisation de 48,54%. En comparaison à la même période de l'année dernière, une hausse de 29,39% a été observée.

Le niveau d'exécution des dépenses pour le 1^{er} semestre 2022 a atteint le montant de 105,97 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 292,63 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 36,22%. Par rapport à la même période de l'année précédente, une baisse de 8,3% a été constatée en liaison à la prudence dans l'engagement des dépenses.

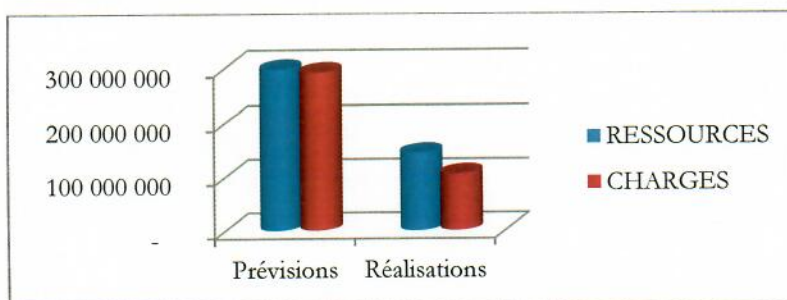
Le tableau suivant décrit les grandes masses des ressources et des charges.

Tableau n°2 : Grandes masses en ressources et en charges au 1^{er} semestre 2022 (en milliers de francs CFA)

	Réalisation au 1 ^{er} semestre 2021	Prévision 2022	Réalisation au 1 ^{er} trimestre 2022	Réalisation au 2 ^{ème} trimestre 2022	Réalisation au 1 ^{er} semestre 2022	Taux de réalisation
RESSOURCES	111 839 276	298 155 473	54 130 000	90 584 330	144 714 330	48,54%
Ressources intérieures	102 006 000	138 000 472	34 130 000	39 685 000	73 815 000	53,49%
Ressources propres	63 140 000	138 000 472	34 130 000	32 524 000	66 654 000	48,30%
Douanes	27 818 000	64 600 000	14 364 000	15 277 000	29 641 000	45,88%
Impôts	26 868 000	62 500 472	14 827 000	13 260 000	28 087 000	44,94%
Trésor	8 454 000	10 900 000	4 939 000	3 987 000	8 926 000	81,89%
Emprunts	38 866 000	-	-	7 161 000	7 161 000	
<i>Bon du Trésor</i>	20 313 000	-	-	7 161 000	-	
<i>FMI et autres</i>	18 553 000	-	-	-	-	
Ressources extérieures	9 833 276	160 155 001	20 000 000	50 899 330	70 899 330	44,27%
Appuis budgétaires (DTS du FMI)		69 207 000	20 000 000	30 465 000	50 465 000	72,92%
Appuis projets	9 833 276	90 948 001	-	20 434 330	20 434 330	22,47%
<i>Dons projets</i>	6 805 234	83 670 001	-	20 434 330	20 434 330	24,42%
<i>Emprunts projets</i>	3 028 042	7 278 000	-	-	-	0,00%
CHARGES	115 562 626	292 626 535	38 527 313	67 448 096	105 975 409	36,22%
Dépenses primaires	105 729 350	195 859 844	38 527 313	47 013 766	85 541 079	43,67%
Personnel	38 043 387	79 057 843	20 710 961	21 158 458	41 869 419	52,96%
Biens et Services	31 653 963	43 071 899	8 800 898	11 987 102	20 788 000	48,26%
Transferts et subventions	27 182 000	48 962 620	8 335 356	10 999 644	19 335 000	39,49%
Investissement sur ressources propres	8 850 000	24 767 482	680 098	2 868 562	3 548 660	14,33%
Charges Financières		5 818 690			-	0,00%
Financements extérieurs	9 833 276	90 948 001		20 434 330	20 434 330	22,47%
Personnel		8 437 005		1 154 273	1 154 273	13,68%
Biens et Services		419 786		989 709	989 709	235,77%
Investissements		82 091 210		18 290 348	18 290 348	22,28%
Solde budgétaire	- 3 723 350	5 528 938	15 602 687	23 136 234	38 738 921	

Sources : DGB, DGDDI, DGID, DGTCP et DGPE (MEPC)

Figure 3 : Préviation et Réalisation des Ressources



II.1) Situation des ressources mobilisées

La situation des ressources mobilisées est basée essentiellement sur les données collectées auprès des Directions Générales des Douanes, des Impôts, du Trésor et du Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération pour ce qui concerne les appuis projets.

II.1.1) Ressources intérieures

Sur une prévision annuelle de 138 milliards de francs CFA, les ressources intérieures au 1^{er} semestre 2022 se chiffrent à 73,81 milliards de francs CFA, soit un taux de mobilisation de 53,49%. Elles sont constituées des ressources propres (66,65 milliards de francs CFA) et des emprunts (7,16 milliards de francs CFA).

Comparativement à l'exercice budgétaire de 2021 de la même période, une baisse de 27,64% est observée.

a) Ressources propres

Au 30 juin 2022, les efforts déployés par les différentes régies ont permis de mobiliser la somme de 66,65 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 138 milliards de francs CFA, soit un taux de recouvrement de 48,30%, ce qui est proche de la cible de 50% visée. Aussi, une hausse de 5,57% a été observée en comparaison à l'exercice 2021 de la même période.

Le tableau ci-dessous présente la situation des recettes propres mobilisées au 1^{er} semestre 2022 :

Tableau n°3 : Etat de recouvrement des recettes propres au 30 juin 2022 (en milliers de francs CFA)

	Réalisation au 1er semestre 2021	Prévision 2022	Réalisation au 1er trimestre 2022	Réalisation au 2e trimestre 2022	Réalisation au 1er semestre 2022	Taux
Douanes	27 818 000	64 600 000	14 364 000	15 277 000	29 641 000	45,88%
Impôts	26 868 000	62 500 472	14 827 000	13 260 000	28 087 000	44,94%
Trésor	8 454 000	10 900 000	4 939 000	3 987 000	8 926 000	81,89%
TOTAL	63 140 000	138 000 472	34 130 000	32 524 000	66 654 000	48,30%

Sources : DGDDI, DGID, DGTCP (PLT)

➤ La Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI)

Les recettes recouvrées par la DGDDI au 1^{er} semestre 2022 se chiffrent à hauteur de 29,64 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 64,60 milliards de francs CFA, soit un taux

de réalisation de 45,88%, ce qui est inférieur à la cible de 50% souhaitée. Comparer à la même période en 2021, une augmentation de 6,55% a été constatée.

La mobilisation des recettes de la DGDDI a été influencée en partie par :

- Le volume très élevé des exonérations (toujours provisoire) s'élève à hauteur 24,11 milliards de francs CFA, ce qui constitue un manque à gagner pour l'Etat ;
- La baisse du niveau des importations due aux préjudices subies par les opérateurs économiques du fait des tracasseries routières ainsi que les conséquences de la guerre en Ukraine ;
- La pénurie des hydrocarbures vers la fin du 1^{er} trimestre 2022.

Le tableau ci-après présente les recettes de la DGDDI par nature économique :

Tableau n°4 : Situation des recettes de la DGDDI à fin juin 2022 (en milliers de francs CFA).

	Réalisatio n au 1er semestre 2021	Prévision 2022	Total réalisation au 1er trimestre 2022	Total réalisation au 2e trimestre 2022	Total réalisation au 1er semestre 2022	Taux
Recettes fiscales	24 633 526	61 733 224	13 481 598	14 398 372	27 879 970	45,16%
Droits de sorties	205 358	550 798	163 639	157 928	321 567	58,38%
Amendes et pénalités	205 485	167 372	42 999	47 837	90 837	54,27%
Recettes affectées	2 431 834	1 810 345	406 057	487 098	893 155	49,34%
Autres Recettes	341 797	338 261	269 707	185 765	455 473	134,65%
TOTAL	27 818 000	64 600 000	14 364 000	15 277 000	29 641 000	45,88%

Source : DGDDI et PLT

➤ La Direction Générale des Impôts et des Domaines (DGID)

Sur une prévision annuelle de 62,50 milliards de francs CFA, la DGID a recouvré à fin juin 2022 un montant total de 28,09 milliards de francs CFA, soit un taux de mobilisation de 44,94%, ce qui est inférieur à l'objectif de 50% attendu. Comparativement à la même période en 2021, la mobilisation des recettes de la DGID a progressé de 4,54%.

Le tableau ci-dessous présente les réalisations de la DGID jusqu'au 30 juin 2022.

Tableau n°5 : Situation des recettes de la DGID à fin juin 2022 (en milliers de francs CFA).

	Réalisation au 1er trimestre 2021	Prévision 2022	Réalisation au 1er trimestre 2022	Réalisation au 2e trimestre 2022	Réalisation au 1er semestre 2022	Taux
Recettes fiscales	23 658 382	54 946 095	12 725 279	11 872 643	24 597 922	44,77%
Recettes non fiscales	2 418 579	5 738 931	1 591 269	924 827	2 516 097	43,84%
Recettes sur exercices antérieurs	3 994	668 948	-	239 630	239 630	35,82%
Produits divers et exceptionnels	787 045	1 146 498	510 452	222 899	733 351	63,96%
TOTAL	26 868 000	62 500 472	14 827 000	13 260 000	28 087 000	44,94%

Source : DGID et PLT

➤ La Direction Générale du Trésor et de Comptabilité Publique (DGTCP)

A fin juin 2022, la DGTCP a mobilisé au total 8,93 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 10,90 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 81,89%, largement supérieur à l'objectif de 50% attendu.

En comparaison à la même période de l'année précédente, une hausse de 5,58% a été observée.

Le tableau ci-après retrace la situation de la mobilisation des ressources de la DGTCP à fin juin 2022.

Tableau n°6 : Situation des recettes de la DGTCP à fin juin 2022 (en milliers de francs CFA).

	Réalisation au 1er semestre 2021	Prévision 2022	Réalisation au 1er trimestre 2022	Réalisation au 2e trimestre 2022	Réalisation au 1er semestre 2022	Taux
Recettes non fiscales	6 185 486	7 630 000	2 065 000	1 666 968	3 731 968	48,91%
Produits exceptionnels	2 268 514	3 270 000	2 874 000	2 320 032	5 194 032	158,84%
TOTAL	8 454 000	10 900 000	4 939 000	3 987 000	8 926 000	81,89%

Source : DGTCP

b) Les emprunts

Au 1^{er} semestre 2022, le montant des emprunts s'élève à hauteur de 7,16 milliards de francs CFA, constitué uniquement du bon du Trésor.

II.1.2) Ressources Extérieures

Les ressources extérieures sont constituées des Appuis budgétaires et des Appuis projets. Au cours du 1^{er} semestre 2022, la mobilisation des appuis budgétaires constitués des Droits de Tirage Spéciaux (DTS) s'élève à 50,46 milliards de francs CFA. Quant aux appuis projets, les chiffres provisoires communiqués par la Direction Générale de la Programmation Economique est de 20,43 milliards de francs CFA.

II.2) Situation de l'exécution des dépenses

L'analyse des dépenses de l'Etat exécutées au 1^{er} semestre 2022 est faite à partir des données extraites du nouvel applicatif Sim_ba et celles fournies par le Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale.

II.2.1) Analyse de l'exécution du budget par titre de dépenses

Au 30 juin 2022, l'exécution des dépenses par titre de l'Etat affiche un niveau de réalisation de 105,97 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 292,63 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 36,22%. En comparaison à la réalisation de l'année dernière de la même période, une baisse de 8,3% a été observée.

Cette régression est due essentiellement à la forte baisse des dépenses primaires.

La synthèse de l'exécution des dépenses par titre au 1^{er} semestre est décrite dans le tableau ci-dessous.

Tableau n°7 : Situation de l'exécution des dépenses par titre au 30 juin 2022 (en milliers de francs CFA).

	Réalisation au 1 ^{er} semestre 2021	Prévision 2022	Réalisation au 1 ^{er} trimestre 2022	Réalisation au 2 ^{ème} trimestre 2022	Réalisation au 1 ^{er} semestre 2022	Taux de réalisation
CHARGES	115 562 626	292 626 535	38 527 313	67 448 096	105 975 409	36,22%
Dépenses primaires	105 729 350	195 859 844	38 527 313	47 013 766	85 541 079	43,67%
Personnel	38 043 387	79 057 843	20 710 961	21 158 458	41 869 419	52,96%
Biens et Services	31 653 963	43 071 899	8 800 898	11 987 102	20 788 000	48,26%
Transferts et subventions	27 182 000	48 962 620	8 335 356	10 999 644	19 335 000	39,49%
Investissement sur ressources propres	8 850 000	24 767 482	680 098	2 868 562	3 548 660	14,33%
Charges Financières		5 818 690			-	0,00%
Financements extérieurs	9 833 276	90 948 001		20 434 330	20 434 330	22,47%
Personnel		8 437 005		1 154 273	1 154 273	13,68%
Biens et Services		419 786		989 709	989 709	235,77%
Investissements		82 091 210		18 290 348	18 290 348	22,28%

Source : DGB (Sim_ba)

a) Dépenses primaires

Les dépenses primaires sont les dépenses liées au traitement du personnel, au fonctionnement de l'administration, aux transferts et subventions et aux investissements sur ressources propres.

Au 1^{er} semestre 2022, elles s'élèvent à 85,54 milliards de francs CFA sur une dotation annuelle de 195,86 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 43,67%.

i) Dépenses du personnel

Les dépenses du personnel au 1^{er} semestre 2022 s'élèvent à hauteur de 41,87 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 52,96%, légèrement supérieur à la cible de 50%.

ii) Dépenses des biens et services

Au 30 juin 2022, les dépenses des biens et services base engagement s'élèvent à 20,79 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 43,07 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 48,26%.

En comparaison à l'année 2021, le montant des dépenses des biens et services a enregistré une baisse significative de 34,21%.

iii) Dépenses de transferts et subventions

A fin juin 2022, le montant des dépenses de transferts et subventions base engagement s'élève à hauteur de 19,33 milliards de francs CFA, sur une prévision annuelle de 48,96 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 39,49%. Comparativement à l'exercice de la même période de l'année dernière, une baisse de 28,87% a été constatée.

iv) Dépenses d'investissement sur Ressources Propres

Au 1^{er} semestre 2022, le montant engagé des dépenses d'investissement sur ressources propres se chiffre à hauteur de 3,55 milliards de francs CFA sur une dotation annuelle de 24,77 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 14,33%.

Par rapport à la même période de l'année dernière, une baisse de près de 60% a été observée.

b) Dépenses relatives à la charge financière

Le montant prévisionnel des dépenses relatives à la charge financière au titre de l'année 2022 se chiffre à hauteur de 5,82 milliards de francs CFA.

Les charges financières sont des opérations de trésorerie, et la Direction Générale du Budget procède à la régularisation dès la remontée des informations y relatives. Au 1^{er} semestre 2022, aucune opération de régularisation n'a été effectuée due à l'absence des informations.

c) Financement extérieur

Sur une prévision annuelle de 90,95 milliards de francs CFA, l'exécution des dépenses sur ressources extérieures (appui-projets) se chiffrent à hauteur de 20,43 milliards de francs CFA, représentant un taux d'exécution de 22,47%.

En comparaison à l'exercice budgétaire de l'année dernière, une hausse de 10,60 milliards de francs CFA a été observée.

II.2.2) Analyse des dépenses exécutées par ordre de paiement

Les dépenses exécutées par Ordre de Paiement sont les frais liés aux évacuations sanitaires et ceux des missions à l'extérieur. Au 1^{er} semestre 2022, le montant de ces dépenses s'élève à hauteur de 2,84 milliards de francs CFA, représentant 4,8% des dépenses totales hors traitement du personnel et financement extérieur.

Le tableau suivant donne les détails des dépenses exécutées en Ordre de Paiement. 

Tableau n°8 : Situation de l'exécution des dépenses par Ordre de Paiement au 30 juin 2022 (en milliers de francs CFA).

	Exécution OP au 1er semestre 2021	Prévision 2022	Exécution OP au 1er trimestre 2022	Exécution OP au 2e trimestre 2022	Exécution OP au 1er semestre 2022
Charges Financières		5 818 690			-
Biens et services	3 171 462	43 057 843	468 652	1 440 331	1 908 983
Intervention	902 151	48 962 620	109 348	94 323	203 671
Investissement sur BEC		24 767 482			-
TOTAL	4 073 613	122 606 635	578 000	1 534 654	2 112 654

Source : DGB (Sim_ba)

II.2.3) Dépenses par Classification Fonctionnelle de l'Administration Publique (CFAP)

La classification fonctionnelle a pour objet de classer les dépenses budgétaires selon leurs objectifs socio-économiques. Elle recense les dépenses selon leur origine ou selon leur destination, c'est-à-dire suivant les différentes fonctions et tâches que les différentes administrations (administration générale, police, enseignement, ...) remplissent. La classification économique de la nomenclature budgétaire est cohérente avec le plan comptable général de l'Etat.

Au cours du 1^{er} semestre 2022, les dépenses par classification fonctionnelle montre un niveau d'exécution diverse et variée. Seules les dépenses base engagement liées à la **protection de l'environnement** qui ont dépassé le seuil de 50%. Toutefois, les dépenses relatives à la **Santé**, à la **Sécurité publique**, aux **Loisirs et culture** et à l'**Enseignement** ont dépassé chacune les 20% malgré les tensions de trésorerie observée au cours de ce semestre, traduisant ainsi la volonté politique du Gouvernement pour le relèvement de ces secteurs.

Le tableau suivant met en exergue l'exécution des dépenses par classification fonctionnelle.

Tableau n°9 : Récapitulatif des dépenses par Classification Fonctionnelle de l'Administration Publique au 30 juin 2022 (en milliers de francs CFA)

Code CFAP	Intitulé fonction	Prévision 2022	Engagé	Taux d'eng.	Ordonnancé	Taux d'ord.
01	Services généraux des administrations publiques	195 223 351	38 158 493	19,55%	29 578 258	15,15%
02	Défense	16 792 243	3 044 846	18,13%	1 345 094	8,01%
03	Ordre et sécurité publics	9 226 166	2 571 079	27,87%	1 581 325	17,14%
04	Affaires économiques	33 808 480	694 829	2,06%	370 220	1,10%
05	Protection de l'environnement	113 800	59 601	52,37%	37 188	32,68%
06	Logements et équipements collectifs	8 707 797	77 213	0,89%	16 551	0,19%
07	Santé	4 029 333	1 433 397	35,57%	674 139	16,73%
08	Loisirs, culture et culte	2 222 504	536 125	24,12%	169 612	7,63%
09	Enseignement	20 445 324	4 315 158	21,11%	2 271 123	11,11%
10	Protection sociale	2 157 537	58 877	2,73%	24 166	1,12%
Total général		292 726 535	50 949 618	17,41%	36 067 676	12,32%

Source : DGB

II.2.4) Analyse des dépenses sociales hors salaires

Les dépenses sociales recouvrent les dépenses des ministères de l'Education, de la Santé, de l'Action Humanitaire, de la Promotion de la Femme, du Développement Rural, de l'Elevage et de la Santé Animale, de l'Energie et des PME- PMI.

Le montant global de prévision des dépenses sociales s'élève à 85,52 milliards de francs CFA et leur exécution au 1^{er} semestre se chiffre à 11,57 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 13,53%.

L'analyse des dépenses sociales est faite selon les titres notamment les biens et services (fonctionnement), les transferts et subvention (dépenses d'intervention) et les investissements.

a) Fonctionnement

Pour une prévision globale de 14,53 milliards de francs CFA, l'exécution des dépenses de fonctionnement du secteur social se chiffre à 3,18 milliards de francs CFA soit un taux de réalisation de 21,87%. En comparaison à la même période de l'année dernière, une baisse de 43,46% a été enregistrée.

b) Intervention

Sur une prévision annuelle de 11,93 milliards de francs CFA, l'exécution des dépenses d'intervention a atteint le montant de 1,41 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 11,85% ce qui fait apparaître une baisse de 49,85% comparativement à la même période de l'exercice antérieur.

c) Investissement

L'exécution des dépenses d'investissement au 1^{er} semestre 2022 s'élève à 6,98 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 59,06 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 11,81%. Il en ressort le constat d'une hausse de plus de 5 milliards de francs CFA en comparaison à la même période de l'année 2021.

Le tableau suivant met en exergue les dépenses au profit des secteurs sociaux.

Tableau n°10 : Récapitulatif des dépenses sociales hors salaires (en milliers de francs CFA) au 30 juin 2022 :

	Dotation 2022	Réalisations au 1er Trimestre 2022	Réalisations au 2e Trimestre 2022	Réalisations au 1er semestre 2022	Taux
Education	14 266 894	201 422	1 894 661	2 096 083	14,69%
Titre III: Biens et Services	4 208 956	41 318	479 859	521 177	12,38%
Titre IV: Transferts	2 948 500	160 104	57 390	217 494	7,38%
Titre V: Investissements	7 109 438	-	1 357 412	1 357 412	19,09%
<i>Sur ressources propres</i>	1 624 500		139 347	139 347	
<i>Sur ressources extérieures</i>	5 484 938		1 218 065	1 218 065	
Santé	26 895 582	992 473	4 268 617	5 261 090	19,56%
Titre III: Biens et Services	8 787 218	992 473	1 404 800	2 397 273	27,28%
Titre IV: Transferts	4 649 000			-	0,00%
Titre V: Investissements	13 459 364	-	2 863 817	2 863 817	21,28%
<i>Sur ressources propres</i>	1 722 855			-	
<i>Sur ressources extérieures</i>	11 736 509		2 863 817	2 863 817	
Action Humanitaire	2 622 316	32 168	96 480	128 648	4,91%
Titre III: Biens et Services	188 563	1 668	32 424	34 092	18,08%
Titre IV: Transferts	1 272 553	30 500	61 557	92 057	7,23%
Titre V: Investissements	1 161 200	-	2 499	2 499	0,22%
<i>Sur ressources propres</i>	49 700		2 499	2 499	
<i>Sur ressources extérieures</i>	1 111 500			-	
Promotion du Genre	2 153 134	500	33 216	33 716	1,57%
Titre III: Biens et Services	151 694		27 624	27 624	18,21%
Titre IV: Transferts	343 690	500	2 000	2 500	0,73%
Titre V: Investissements	1 657 750	-	3 592	3 592	0,22%
<i>Sur ressources propres</i>	99 000			-	
<i>Sur ressources extérieures</i>	1 558 750		3 592	3 592	
Développement Rural	21 852 409	427 409	1 568 145	1 995 554	9,13%
Titre III: Biens et Services	444 704	1 097	1 704	2 801	0,63%
Titre IV: Transferts	2 247 830	426 312	513 813	940 125	41,82%
Titre V: Investissements	19 159 875	-	1 052 628	1 052 628	5,49%
<i>Sur ressources propres</i>	311 000		22 892	22 892	
<i>Sur ressources extérieures</i>	18 848 875		1 029 736	1 029 736	
Elevage et Santé Animale	447 940	30 000	83 491	113 491	25,34%
Titre III: Biens et Services	179 650		50 992	50 992	28,38%
Titre IV: Transferts	191 290	30 000	30 000	60 000	31,37%
Titre V: Investissements	77 000	-	2 499	2 499	3,25%
<i>Sur ressources propres</i>	77 000		2 499	2 499	
<i>Sur ressources extérieures</i>				-	

Energie	17 009 852	97 822	1 754 597	1 852 419	10,89%
Titre III: Biens et Services	529 550	82 708	48 975	131 683	24,87%
Titre IV: Transferts	113 702	15 114	15 115	30 229	26,59%
Titre V: Investissements	16 366 600	-	1 690 507	1 690 507	10,33%
<i>Sur ressources propres</i>	2 947 000		148 264	148 264	
<i>Sur ressources extérieures</i>	13 419 600		1 542 243	1 542 243	
PME-PMI	272 500	38 312	48 623	86 935	31,90%
Titre III: Biens et Services	40 000	2 687	9 250	11 937	29,84%
Titre IV: Transferts	166 000	35 625	35 625	71 250	42,92%
Titre V: Investissements	66 500	-	3 748	3 748	5,64%
<i>Sur ressources propres</i>	66 500		3 748	3 748	
<i>Sur ressources extérieures</i>				-	
Total Biens et Services	14 530 335	1 121 951	2 055 628	3 177 579	21,87%
Total Transferts	11 932 565	698 155	715 500	1 413 655	11,85%
Total Investissements	59 057 727		6 976 702	6 976 702	11,81%
<i>Sur ressources propres</i>	6 897 555		319 249	319 249	4,63%
<i>Sur ressources extérieures</i>	52 160 172		6 657 453	6 657 453	12,76%
TOTAL GENERAL	85 520 627	1 820 106	9 747 830	11 567 936	13,53%

Sources : DGB, DGPE (MEPC)

II.2.5) Analyse des dépenses spécifiques

Cette catégorie de dépense regroupe les dépenses de missions à l'étranger (indemnités et frais de transport) et les dépenses d'évacuation sanitaires (frais de transport et frais d'hospitalisation).

Au 1^{er} semestre 2022, les dépenses de missions à l'étranger sont exécutées pour un montant de 1,45 milliard francs CFA pour une prévision annuelle de 1,95 milliard de francs CFA soit un taux d'exécution de 74,23%, en hausse de 19,73% comparativement à la même période de l'exercice 2021.

Les dépenses d'évacuations sanitaires se chiffrent à 0,28 milliard de francs CFA sur une prévision annuelle de 1,05 milliard de francs CFA, représentant un taux de 26,87%, en baisse de près de 73% comparativement à la même période de l'année dernière.

L'exécution des dépenses spécifiques par nature économique se présente comme dans le tableau ci-après.

Tableau n°11 : Exécution des dépenses spécifiques au 1^{er} semestre 2022 (en milliers de francs CFA).

	Engagements au 1 ^{er} semestre 2021	Prévision 2022	Engagements au 1 ^{er} trimestre 2022	Engagements au 2 ^e trimestre 2022	Engagements au 1 ^{er} semestre 2022	Taux
Mission à l'étranger	1 208 877	1 950 000	335 786	1 111 604	1 447 390	74,23%
<i>Indemnités</i>	456 400	900 000	290 893	576 855	867 748	96,42%
<i>Frais de transport</i>	752 477	1 050 000	44 893	534 749	579 642	55,20%
Evacuation sanitaire	1 033 833	1 050 000	175 316	106 819	282 135	26,87%
<i>Frais de transport</i>	148 017	200 000	52 323	43 790	96 113	48,06%
<i>Frais d'hospitalisation</i>	885 816	850 000	122 993	63 029	186 022	21,88%

Source : DGB (Sim_ba)

III. PERSPECTIVES

L'exécution du budget pour le reste de l'année continuerait à être influencée par les effets socio-économiques causés par la guerre en Ukraine et la pénurie des hydrocarbures. A cet effet, les paramètres des prévisions budgétaires initiales sont bouleversés et laissent entrevoir la nécessité d'aller à un Collectif Budgétaire. Dans l'optique de faire face aux conséquences néfastes causées par ces crises, le Gouvernement doit prendre des mesures rigoureuses permettant de mobiliser plus de recettes domestiques ; et aussi de revoir à la baisse les dépenses lors de la préparation du Collectif Budgétaire.



Alexis GUENENGAFO
Directeur Général du Budget